



NOPOOR POLICY BRIEF



no poor

Enhancing Knowledge for
Renewed Policies against Poverty

No.41

ÉLITES, DEMOCRATIE ET GOUVERNANCE : CLIVAGE ENTRE LE POUVOIR ET LES CITOYENS A MADAGASCAR

May 2017

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud DIAL, Institut de Recherches pour le Développement

Jean-Michel Wachsberger Université de Lille I, DIAL

Madagascar's long-term economic trajectory is a true puzzle. Not only has Madagascar's GDP per capita been declining steadily since independence in 1960, but each time the country has embarked on a path to growth, this has been stopped in its tracks by some socio-political crisis. This brief focuses on an overlooked, yet crucial role of elites in the Malagasy tragedy. Taking a survey of a representative sample conducted by the researchers, it presents a sociography of the elites, their reproduction strategies and their values. The discrepancy between the elite class's position(s) and the wishes of the vast majority of the people is indicative of the split between these two groups. The analysis shows to what extent one of the main challenge for the Malagasy authorities lies in establishing a new social contract between the elites and the rest of the population.

En un demi-siècle, Madagascar a vu son PIB par tête chuter d'un tiers. Depuis son indépendance en 1960, chaque période de croissance s'est brutalement soldée par une crise sociopolitique, compromettant tout espoir de décollage économique. Ce *policy brief* met en scène un acteur négligé et pourtant essentiel de la tragédie malgache, à savoir le monde des élites. À partir d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif, une sociographie des élites, de leurs stratégies de reproduction et de leurs valeurs est présentée. Le hiatus qui existe entre la (et les) position(s) de la classe élitaires et le souhait de la grande majorité des citoyens est illustratif des clivages entre ces deux groupes. L'analyse montre qu'un des défis les plus importants pour les autorités malgaches consiste à instaurer un nouveau contrat social entre les élites et la population.

La trajectoire économique de long terme de Madagascar est un mystère : non seulement le PIB par tête n'a cessé de reculer depuis l'indépendance (l'énigme), mais à chaque fois que le pays s'est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature sociopolitique, venant mettre à bas les espoirs qu'elle avait suscités (le paradoxe). Aucun des facteurs couramment évoqués dans la littérature sur le développement (circonstances démographiques, géographiques et historiques, choix de politiques économiques, gouvernance, ethnicité, etc.) ne permettent d'expliquer les difficultés du pays. Cependant, la concomitance de périodes d'expansion économique et de crises politiques laisse supposer qu'une des sources essentielles des difficultés qu'il rencontre est sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses, et partant à construire des institutions propices au développement. Dans cette perspective, le rôle des élites pourrait être déterminant, comme le suggère un certain nombre de travaux récents d'économie politique (voir par exemple North *et alii*, 2012). La question se pose pour le cas de Madagascar : comment insuffler une dynamique impliquant d'un côté, les élites dont le rôle et le pouvoir sont essentiels et qui peuvent façonner les institutions à leur profit, et de l'autre les populations désabusées et déconnectées des systèmes de gouvernance ? En cherchant à caractériser les élites, leurs rôles et leurs valeurs, et en les mettant en regard avec ceux des citoyens ordinaires, l'analyse vise à mesurer et à interpréter la distance qui sépare les deux groupes.

Qui sont les groupes élitaires à Madagascar ?

L'enquête ELIMAD a porté sur un échantillon représentatif de mille membres des élites, interrogés entre 2012 et 2014. Ont été considérées dans cette enquête comme membre des élites les personnes qui, parce qu'elles occupent ou ont occupé les niveaux hiérarchiques les plus élevés dans les différentes sphères de pouvoir identifiées, sont ou ont été en mesure d'influer sur le fonctionnement de la société malgache. Neuf sphères de pouvoir ont été retenues pour le tirage de l'échantillon : gouvernements, fonctions électives, partis politiques, institutions publiques, corps armés, entreprises, société civile, institutions religieuses et organismes internationaux.

Un monde plutôt âgé et masculin qui se distingue par son très haut niveau de formation. Les membres des élites sont nettement plus âgés que le reste de la population. Plus de 70 % d'entre eux a plus de 45 ans alors que ce n'est le cas que pour 36 % de la population adulte. Avec à peine plus de 20 % de femmes, ils apparaissent aussi comme constituant un monde très masculin. Mais beaucoup plus discriminant encore, elles ont 31 fois plus de chance d'être diplômées du supérieur que les citoyens ordinaires. La question éducative est centrale dans la problématique des élites. Au niveau général, 97 % des élites déclarent avoir suivi des études supérieures. Mais cet indicateur ne donne qu'une mesure très imparfaite de leur « sur-éducation ». Plus de 40% des élites affirment avoir passé plus de cinq ans à l'université et 80 % plus de trois ans. Toutes les sphères élitaires participent de cette sur-diplomation, au premier rang desquelles les élites politiques et celles des institutions publiques. Donc, même si les enquêtés ont probablement magnifié leur parcours scolaire, il ne fait aucun doute que l'accès aux études supérieures est une condition nécessaire (mais non suffisante) d'intégration au monde des élites.

L'affirmation fréquente d'une origine statutaire noble et une croyance dans la subsistance de ces principes de classement. Alors que 32 % de la population indique être d'origine *merina*¹, c'est le cas de 64 % des élites. Les *Merina* sont donc surreprésentés dans le monde des élites. L'enquête révèle aussi une

¹ *Merina* : un des groupes ethniques des hautes terres centrales de Madagascar ; groupe prédominant dans la capitale.

surreprésentation de personnes affirmant une origine statutaire supérieure. Ils ont en effet jusqu'à 34 fois plus de chance de s'afficher descendants d'*Andriana*² que les citoyens ordinaires. Deux questions ont été posées afin de savoir, d'une part, si la personne interrogée accorde une importance à ces groupes statutaires (si elle les considère importants dans sa propre vie, ou pour son parcours) et d'autre part, si elle pense que ces groupes sont importants pour la société malgache en général. Plus d'un siècle après l'abolition des groupes statutaires, près de 30 % des membres des élites disent qu'ils sont encore importants pour eux personnellement et près de 50 % affirment qu'ils le sont pour la société. Ces réponses témoignent ainsi du maintien, au moins dans l'esprit des élites, de ce système de classement symbolique hiérarchique, même si cette importance diminue légèrement chez les plus jeunes.

Opinions des élites sur l'importance des groupes statutaires

Les castes sont importantes (%)	Castes d'origine			Religion			Sexe		Age	Total
	<i>Andriana</i>	<i>Hova</i>	Autres	Catholique	FJKM	Autres	Homme	Femme	<45 ans	
Pour vous	39,4	19,5	18,0	25,5	29,3	34,8	27,6	35,6	24,9	29,2
Pour la société	58,6	46,3	38,1	46,5	51,1	52,6	47,4	58,5	48,0	49,7

Source : Enquête ELIMAD, 2012-2014, COEF Ressources et IRD-DIAL, calculs des auteurs.

Les modes d'accès et de maintien aux sphères de pouvoir

Une forte hérédité sociale. Près de la moitié (46 %) des élites a au moins un parent qui fait (ou a fait) partie des élites. Ce phénomène apparaît plus marqué pour les générations les plus jeunes. Celles ou ceux dont les parents sont ou ont été membres des élites représentent respectivement 44 % chez les 46-55 ans, 60 % chez les 36-45 ans et 63 % chez les moins de 35 ans. Ce phénomène concerne toutes les sphères de pouvoir, même si l'ascendance joue plus fortement pour l'accès à certaines d'entre elles. Le mécanisme de reproduction opère en effet particulièrement pour l'accès au pouvoir économique (52 % des élites du milieu entrepreneurial sont descendants d'élites ; le pourcentage correspondant est de 68 % chez les moins de 46 ans) et est également marqué pour les élites travaillant dans les organismes internationaux (avec respectivement 54 % de descendants d'élites et 64 % des moins de 46 ans).

Une stratégie de « chevauchement » des positions de pouvoir (*straddling*) pourrait faciliter l'accès ou le maintien aux positions sociales les plus élevées. Cette stratégie de *straddling* est clairement en vigueur chez les membres de l'élite à Madagascar. Presque la moitié (49 %) cumule, au moment de l'enquête, des fonctions de responsabilités dans au moins deux sphères distinctes et 20 % sont présentes dans trois sphères différentes. Si on élargit l'analyse à l'ensemble de leur parcours depuis leur premier poste de responsabilité, les élites multiplient et diversifient leur pouvoir en ayant ou en étant présents dans différentes sphères : 84 % ont occupé des postes élevés au moins dans 2 sphères, près des deux tiers au moins dans 3 sphères et 41 % dans au moins 4 sphères différentes. Le cumul des fonctions ou des positions s'avère non seulement une pratique généralisée mais elle s'accompagne d'une stratégie de diversification des points d'ancrage dans le temps.

Un monde de l'entre-soi : l'investissement dans le réseau élitare. L'enquête ELIMAD a été conçue aussi de manière à permettre la mesure du réseau élitare. Les membres des élites apparaissent très densément interconnectés. Les élites disposent au moins d'un contact élitare (une personne occupant une fonction de responsabilités qu'ils peuvent potentiellement appeler) dans l'une des différentes sphères de pouvoir et les ¾ d'entre-elles ont des relations élitaires dans au moins cinq sphères différentes. Ces interrelations renforcent encore ce que J.-F. Bayart a appelé l'assimilation réciproque des élites³. Elles débouchent en effet fréquemment sur des relations d'entraide, ce qui témoigne de l'activation possible de ce réseau dans une optique instrumentale.

Un système de valeurs et de représentations spécifiques

Ce mode de fonctionnement basé sur le maintien des privilèges contrevient déjà en soi aux principes de méritocratie et d'égalité des chances censés fonder les sociétés démocratiques modernes. La question qui se

² *Andriana* : Un des groupes statutaires (ou caste) de l'ancienne société merina et qui correspond aux nobles.

³ Voir BAYART J.-F., 1989 – *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris, Fayard,

pose maintenant est de savoir si cet entre-soi est porté par un système de valeurs spécifiques et explicitement élitistes ou s'il agit en sous-main, derrière un paravent de représentations plus collectivement partagées. Plus simplement, quelles sont les valeurs affichées par les élites en matière d'organisation et d'objectifs pour Madagascar, et sont-elles favorables au développement ?

L'attachement à la démocratie est loin d'être massif même s'il recueille l'assentiment de la majorité des élites. « Seulement » 55 % des élites considèrent que « *la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement* », et ce pourcentage tombe à 46 % chez les élites économiques. Le poids de ceux qui estiment qu'« *un système non démocratique peut être préférable dans certaines circonstances* » est significatif (36 % pour l'ensemble des élites et 45 % pour celles de la sphère économique).

Point de vue des élites sur les principes démocratiques et la gouvernance

% de ceux qui pensent que :	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total Elites	Citoyen ordinaire
La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement	64,7	45,8	52,7	55,2	54,9	41,4
Un système non démocratique peut être préférable dans certaines circonstances	28,7	45,3	37,2	34,3	36,2	9,3
Peu importe le type de gouvernement	5,1	5,9	6,5	8,5	6,4	26,2

Source : Enquêtes ELIMAD 2012-2014 et Afrobaromètre 2013, COEF Ressources et IRD-DIAL ; calculs des auteurs.

Note : Le total pour chacune des deux questions n'est pas égal à 100% car la modalité "Ne sait pas" n'est pas reportée.

La question de savoir si les élites sont plus attachées à la démocratie que les citoyens ordinaires n'est pas simple. D'un côté, 26 % de la population indiquent que le type de gouvernement n'a aucune conséquence sur leur situation (contre 6 % des élites). Ces « déçus » semblent ainsi ne (plus) rien attendre de l'État. D'un autre côté, il reste cependant que 82 % de ceux pour qui la forme de gouvernement importe plébiscitent la démocratie, alors que ce n'est le cas que pour 60 % chez les élites. Une plus forte proportion des élites serait donc prête à accepter l'installation d'un régime non démocratique. Ainsi, la population valorise relativement plus les principes de l'élection des dirigeants par le peuple. Toutefois, elle est tiraillée entre ces principes et le sentiment de respect pour l'autorité ou l'attribution du statut de « *raiamandreny* » (parents) aux gouvernants. En effet, 54 % des citoyens ordinaires valident la proposition « *Les gens sont comme des "enfants", et le gouvernement devrait prendre soin d'eux comme un parent* ».

Une critique paradoxalement affirmée de la mauvaise gouvernance mais aussi une dénonciation de la mentalité de la population et du poids des facteurs externes. Le rôle central de la gouvernance (qu'elle soit entendue de la façon la plus étroite, comme la mauvaise gestion des fonds publics, ou plus largement comme l'ensemble de la gouvernance démocratique) est, paradoxalement, largement partagée par les élites malgaches. « *La mauvaise gestion des dirigeants* » est considérée par les élites (quelle que soit la sphère considérée) comme de très loin la principale entrave au développement de Madagascar sur longue période.

Point de vue des élites sur les principales entraves au développement

Les faits suivants constituent des entraves au développement (%)	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total Elites	Citoyen ordinaire
Mauvaise gestion dirigeants	98,5	98,7	98,5	99,0	98,7	82,8
Mentalité de la population	81,8	87,9	86,6	86,7	85,6	64,2
Poids du passé (colonisation)	65,1	61,9	64,3	71,8	65,5	26,1
Interventions étrangères	67,4	59,7	63,6	64,5	63,9	32,2
Faiblesses ressources naturelles	28,8	27,7	27,4	24,9	27,3	45,5

Sources : Enquêtes ELIMAD 2012-2013 et CITMAD 2013, COEF Ressources et IRD-DIAL ; calculs des auteurs.

Néanmoins, d'autres facteurs sont également incriminés. La question à choix multiple proposée dans l'enquête permet d'en prendre la mesure. D'abord, 86 % des élites invoquent « *la mentalité de la population* ». Même si le questionnaire ne le précise pas, les entretiens qualitatifs donnent une idée de ce qui se cache derrière ce terme fourre-tout. On y trouve pêle-mêle : le poids des traditions, le respect des interdits, la mauvaise gestion du temps, le manque d'esprit d'entreprise, le manque d'éducation, etc. La thèse « *culturaliste* » trouve un écho certain parmi les élites, qui voient dans les travers de la masse la deuxième source de mal développement du pays. L'idée que le monde extérieur d'hier et d'aujourd'hui pèse négativement sur Madagascar n'est pas écartée, loin de là. Près de deux membres des élites sur trois mettent en avant le rôle de la colonisation (65%), et une proportion équivalente (64%) incrimine les bailleurs de fonds et firmes étrangères.

Une priorité politique accordée au maintien de l'ordre. La même question a été posée aux élites et à la population pour savoir ce qui est considéré comme prioritaire parmi différentes aspirations : celles plus traditionnelles liées à l'objectif de stabilité ou au désir d'amélioration du bien-être matériel ; celles qui se rapportent aux valeurs démocratiques à savoir l'accroissement de la participation des citoyens aux décisions du gouvernement ou la garantie de la liberté d'expression. Des quatre options proposées, « le maintien de l'ordre » dans le pays (37 %) et « l'amélioration des conditions de vie des pauvres » (28 %) occupent, dans cet ordre, les deux premières places aux yeux des élites. Les deux autres options ne sont considérées comme prioritaires que par une petite minorité. 16 % des élites ont privilégié « l'accroissement de la participation des citoyens aux décisions du gouvernement », tandis que 12 % plébiscitaient « la garantie de la liberté d'expression ». Ces préférences sont à rapprocher de celle de l'ensemble de la population, pour qui « l'amélioration des conditions de vie des pauvres » est de loin la première priorité (52 %), le « maintien de l'ordre » se plaçant en second (28 %), laissant peu de place aux autres options proposées. Mais au-delà de cette similitude, les deux groupes s'opposent sur l'ordre qu'ils accordent aux priorités. Non seulement les élites placent le « maintien de l'ordre » avant toute chose, mais elles ne sont pas enclines à placer la lutte contre la pauvreté en tête de l'agenda politique du pays. La proportion de celles qui y sont favorables est presque deux fois plus faible que chez les citoyens ordinaires (28 % vs. 52 %).

La principale priorité pour Madagascar selon les élites et la population

En %	Sphère politique	Sphère économique	Institutions publiques	Autres	Total Elites	Citoyen ordinaire
Maintenir l'ordre	37,7	38,9	43,9	25,6	37,3	27,9
Améliorer conditions des pauvres	25,7	32,6	23,6	33,5	28,4	51,9
Protection droits & liberté d'expression	18,1	15,5	11,8	19,2	15,9	10,0
Plus de poids au peuple dans les décisions	13,4	7,5	13,2	15,8	12,4	7,4
Autres	5,1	5,4	8,1	5,9	6,0	3,9
Total	100	100	100	100	100	100

Sources: Enquêtes ELIMAD 2012-2013 et CITMAD 2013, COEF Ressources et IRD-DIAL ; calculs des auteurs.

POLICY IMPLICATIONS AND RECOMMENDATIONS

Le rôle des élites dans la trajectoire de Madagascar, et en particulier dans la construction et l'accroissement des inégalités, une des sources identifiées de l'instabilité sociopolitique chronique, impose de mieux les appréhender. En s'appuyant sur des enquêtes statistiques dont une spécifique et inédite sur les élites de la Grande Île, ce travail a permis d'établir une sociographie de ces dernières, de comprendre leurs stratégies pour atteindre le pouvoir et s'y maintenir, mais aussi de connaître leurs opinions sur le fonctionnement de la société et notamment leur appréhension des facteurs de blocage ou de développement à long terme du pays. Un certain nombre de résultats clés sont à souligner. D'abord, une majeure partie des élites sont issues de l'ancienne aristocratie. **Au-delà de cette faible fluidité sociale se profilent des pratiques pour investir les différents champs du pouvoir.** Ainsi, l'immense majorité cumule, au moment de l'enquête ou au cours de leur parcours, les fonctions de responsabilités dans différentes sphères d'influence (comme le gouvernement, l'assemblée nationale, le milieu des affaires, les institutions publiques, etc.). La mobilisation d'un capital social, constitué d'un réseau riche par son ampleur, sa diversité et l'intensité des liens établis au sein du cercle élitare, constitue une stratégie d'accès aux positions hiérarchiques les plus hautes. Ainsi, sans forcément former un groupe véritablement uni, la mobilisation des réseaux et un mode de reproduction spécifique a permis et permet toujours aux élites d'assurer et de maintenir plus ou moins directement le contrôle du pouvoir au fil des années.

Enfin, cette classe dominante affiche une **adhésion mitigée aux principes démocratiques**. Si elle s'accorde avec la population pour dénoncer la mauvaise gestion des dirigeants successifs, elle semble chercher à

s'exonérer en partie de sa part de responsabilité en invoquant plus souvent d'autres raisons de fond au mal développement et au blocage de la société malgache : les facteurs exogènes - héritage colonial, dictat des bailleurs – d'une part ; la culture et la mentalité rétrograde de la population de l'autre. Mais le principal désaccord entre les élites et la population concerne l'ordre des priorités dans l'agenda politique. Si **pour les élites le maintien de l'ordre prime avant toute chose**, pour la population c'est l'amélioration des conditions de vie des pauvres qui doit constituer la première priorité. Ce hiatus entre la position de la classe élitare et le souhait de la grande majorité des citoyens est illustratif des clivages entre ces deux groupes. Cette situation joue au détriment de la population dans la mesure où les élites détiennent le privilège du pouvoir et influent donc plus facilement sur les options politiques mises en œuvre. Ainsi, **le maintien d'un ordre social inchangé permet globalement aux élites de préserver leur statut au fil du temps**, depuis la période coloniale, voire la royauté, et cela **indépendamment des intérêts de la grande majorité de la population**. Une grande partie des élites assiste et s'arrange du contexte de dégradation de l'économie et des institutions, tandis qu'un groupe restreint en tire profit. Personne ne s'en sent vraiment responsable. Les opérateurs économiques considèrent que « *s'occuper des affaires du pays n'est pas dans leur mandat* ». Ces derniers, avec les élites des institutions publiques et de la société civile, peuvent se prévaloir de ne pas être impliqués directement dans le pouvoir politique. Les dirigeants politiques, outre leur objectif principal d'asseoir leur pouvoir économique et politique, peuvent se dédouaner en mettant en avant la pression des groupes économiques, des grandes familles et de la communauté internationale. Et la population, insatisfaite mais désemparée, continue à s'en remettre à ses dirigeants ou plus largement aux élites.

Ces analyses amènent à deux types de recommandation. D'une part, il convient de favoriser l'organisation et la mobilisation de la société civile. Cela permettrait la consolidation d'institutions de contre-pouvoir et **le développement de corps intermédiaires** donnant plus de voix à la population. D'autre part, il s'agit de **créer un espace de dialogue institutionnalisé pour des échanges et débats citoyens avec pour unique objectif de contribuer à réduire la fracture grandissante entre les élites et la population, dans ses multiples dimensions**. Cet espace de dialogue pourrait être nourri par les résultats de la recherche scientifique pour faire émerger des propositions d'aide à la décision et instaurer un nouveau contrat social.

RESEARCH PARAMETERS

Dans la majorité des recherches où le concept d'élites est mobilisé, le matériau empirique est limité. Les élites sont soit invoquées de manière discursive et désincarnée (élites prédatrices, rentières, mafieuses, éclairées... ; ou dans des approches plus thématiques : élites politiques, économiques, religieuses, etc.), soit abordées de manière anecdotique à travers des études de cas (exemples familiaux, de lignées...). Forts de ce constat, l'enquête ELIMAD (élites à Madagascar) a été lancée en 2012 par les chercheurs de l'IRD en partenariat avec le cabinet COEF Ressources. Il s'agit à notre connaissance d'une première méthodologique. Portant sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes, représentatif des élites malgaches dans leur diversité, cette enquête apporte des informations inédites sur leurs trajectoires, leurs réseaux et leurs valeurs. Cette enquête pose un triple défi méthodologique : de définition du champ abordé, de représentativité et de fiabilité des informations recueillies. En complément et en articulation directe avec *ELIMAD*, une enquête spécifique a par ailleurs été conduite en 2013 auprès d'un échantillon de 1 200 personnes, représentatif de la population adulte vivant à Madagascar (enquête *CITMAD*). Cette enquête « miroir » a pour objectif de mettre en regard et donc de comparer les opinions et les valeurs des élites et des citoyens ordinaires grâce à un jeu de questions communes.

FURTHER READINGS

- North D, Wallis J., Webb S., Weingast B., eds (2012) – *In the shadow of Violence. Politics, Economics, and the Problem of Development*. Cambridge et New York, Cambridge University Press, 365 p.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2014), « Elite, pouvoir et régulation à Madagascar », *Afrique contemporaine*, No. 251, pp. 25-50.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2015), « Madagascar. L’île mystérieuse », *Canadian Journal of Development Studies*, Volume 36, No. 3, pp. 397-415.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2017), *L’énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Paris : IRD éditions/AFD - Collection : Synthèses.

PROJECT IDENTITY

PROJECT NAME	NOPOOR – Enhancing Knowledge for Renewed Policies against Poverty
COORDINATOR	Institut de Recherche pour le Développement, Paris, France
CONSORTIUM	CDD The Ghana Center for Democratic Development – Accra, Ghana CDE Centre for Development Economics – Delhi, India CNRS (India Unit) Centre de Sciences Humaines – New Delhi, India CRES Consortium pour la Recherche Économique et Sociale – Dakar, Senegal GIGA German Institute of Global and Area Studies – Hamburg, Germany GRADE Grupo de Análisis para el Desarrollo – Lima, Peru IfW Kiel Institute for the World Economy – Kiel, Germany IRD Institut de Recherche pour le Développement – Paris, France ITESM Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey – Monterrey, Mexico LISER Luxemburg Institute of Socio-Economic Research – Esch-sur-Alzette, Luxemburg OIKODROM - The Vienna Institute for Urban Sustainability – Vienna, Austria UA-CEE Université d’Antananarivo – Antananarivo, Madagascar UAM Universidad Autónoma de Madrid – Madrid, Spain UCHILE Universidad de Chile – Santiago de Chile, Chile UCT–SALDRU University of Cape Town – Cape Town, South Africa UFRJ Universidade Federal do Rio de Janeiro – Rio de Janeiro, Brazil UNAMUR Université de Namur – Namur, Belgium UOXF-CSAE University of Oxford, Centre for the Study of African Economies – Oxford, United Kingdom VASS Vietnamese Academy of Social Sciences – Hanoi, Vietnam
FUNDING SCHEME	FP7 Framework Programme for Research of the European Union –SSH.2011.4.1-1: Tackling poverty in a development context, Collaborative project/Specific International Cooperation Action. Grant Agreement No. 290752
DURATION	April 2012 – September 2017 (66 months)
BUDGET	EU contribution: 8 000 000 €
WEBSITE	http://www.nopoor.eu/
FOR MORE INFORMATION	Xavier Oudin, Scientific coordinator, IRD-DIAL, Paris, France, oudin@dia1.prd.fr Delia Visan, Manager, IRD-DIAL, Paris, France delia.visan@ird.fr Tel: +33 1 53 24 14 66 Contact email address: info@nopoor.eu
EDITORIAL TEAM	Edgar Aragon, Laura Valadez (ITESM) Heidi Dumreicher (OIKODROM) Anne-Sophie Robilliard (IRD-DIAL), Hélène Lenoble (Paris-Dauphine-DIAL)

The views expressed in this paper are those of the authors and do not necessarily represent the views of the European Commission.

